

Jean-Claude CASANOVA

## Les limites de l'Europe

Communication du lundi 6 avril 1998

« Hic Suebiae finis. Pencilorum Venethorumque et Fennorum nationes Germanis... ? Sarmatis ad-scribam dubito [...] Cetera iam fabulosa : Hellusius et Oxionas ora hominum vultusque, corpora atque artus ferarum gerere ; quod ego ut incertum in medium reliquam l. » Tacite, *Germania*, XLVI.

« ... Fines, quos ultra citraque nequit consistere rectum. » *Horace*, Sermones-Satirae, I, 1, 107.

Comme le dit Tacite\*, la question des confins de l'Europe à l'Est est difficile à trancher. Et dans le doute, il suggère de laisser la réponse en suspens. Cette prudence était légitime : pour lui, comme pour Horace, qui pense qu'en matière de frontières, on ne peut s'avancer avec raison, le centre de l'Empire était à Rome et rien ne leur paraissait encore menacer la puissance romaine ou limiter vraiment son étendue. Pour nous, l'Europe n'est pas un empire en expansion et le centre de la puissance se trouve hors d'Europe. Si, comme certains le souhaitent, l'Union européenne doit devenir un jour une puissance et peut-être composer un corps politique à partir des nations existantes, peut-être devient-il légitime de se demander jusqu'où elle doit s'étendre.

Cette question des limites est à la fois une question du passé et une question d'avenir. Il en est toujours ainsi quand il s'agit de l'unification de l'Europe. L'histoire, l'évocation du passé se mêlent aux projets et aux plans qu'on tire sur la comète.

Le 16 mars 1950, le général de Gaulle déclarait « qu'il fallait reprendre sur des bases modernes l'entreprise de Charlemagne ». Toujours au début des années 1950, Alexandre Kojève disait à ses amis, à propos de la CECA : « Nous reconstruisons le Saint Empire romain germanique. » Dans les années 1960, chaque fois que la Commission de Bruxelles prenait une initiative qui chagrinait l'Angleterre, celle-ci invoquait « le blocus continental ». En 1989, à Strasbourg, Jacques

---

\* Cet article prend pour base une communication faite par l'auteur devant l'Académie des sciences morales et politiques le

1. Traduction par J. Perret (coll. Budé) : « Ici finit la Suévie. Les tribus des Pencins, des Vénèthes et des Fenns doivent-elles être rattachées aux Germains ou aux Sarmates, je me le demande [...]. Le reste maintenant est fabuleux : Hellusius et Oxiones porteraient une face d'hommes et un visage, un corps et des membres de bêtes ; je le laisserai en suspens comme non établi. ». Les Pencini sont une tribu méridionale des Bastarnes. Ce sont d'authentiques Germains installés sur les bords de la mer Noire. Les Vénèthes sont, pour Tacite, un peuple slave sur la rive droite de la Vistule, ancêtre des Wendes (ne pas confondre avec les Vénètes d'Armorique ou de l'Adriatique qui sont Celtes). Les Fennoni sont les Finnois de Lituanie. Les Sarmates sont des nomades de la Russie méridionale.

Delors, alors président de la Commission des Communautés européennes, rappelait que « l'Europe est le produit du christianisme, du droit romain et de l'humanisme ».

Ces rappels historiques conduisent à plusieurs questions. Admettons que l'Europe soit définie historiquement, par son passé et par sa singularité. Mais, dans un monde qui s'unifie par la démocratie, par la technique et par l'échange, l'idée même d'une pluralité de civilisations distinctes les unes des autres conserve-t-elle un sens ? Et si l'Europe doit constituer néanmoins une entité politique singulière, peut-elle librement choisir ses contours et comment ? L'histoire suffit-elle à tracer ces contours ? Il y a plus de cinquante ans, l'Europe occidentale a entrepris de s'intégrer ou de se fédérer en une Union européenne. Elle compte aujourd'hui quinze pays et elle en comprendra vingt-cinq l'an prochain. Jusqu'où s'élargira-t-elle ensuite ? Quelles seront ses limites ? La question fut provisoirement réglée par la guerre froide, puisque le communisme fixait une barrière à l'Europe démocratique. La fin du communisme a imposé de rouvrir le dossier. Mais ce dossier ouvert, comment trancher pour le demi-siècle ou le siècle qui commence ?

Ces questions ne sont pas étrangères les unes aux autres. En effet, si l'Europe était fondamentalement hétérogène, s'il existait plusieurs civilisations distinctes en Europe ou, au contraire, si l'Europe faisait partie d'une civilisation plus large, dont elle ne serait qu'un élément indissociable, le processus et la forme de l'intégration pourraient en être affectés. De même, si les frontières de l'Union européenne ne coïncidaient pas avec une aire de civilisation commune aux nations européennes et spécifique, il en résulterait pour telle ou telle partie de notre continent des tensions, des frustrations ou des ressentiments, peut-être des injustices, que la politique devrait surmonter ou effacer.

Un historien a dit que définir une civilisation revient à faire l'anatomie d'une chimère. La difficulté vient de ce que la civilisation est un ensemble plus large que des unités nationales ou étatiques immédiatement repérables. La civilisation tient autant du fait que de l'idée, des relations concrètes que des motivations, et cette notion, pour être utilisable, doit être à la fois large, cohérente et intelligible.

Aristote, déjà, définissait l'Europe<sup>2</sup> comme une civilisation. Dans un passage de la *Politique*, pour opposer l'Europe, l'Asie et la Grèce, il distingue le cœur et l'intelligence. Le cœur (ou le courage) prédispose à la liberté. L'intelligence à la civilisation. L'Europe, au nord de la Grèce, est donc libre et barbare (comme société) ; l'Asie est policée (comme société) mais esclave (en politique). La Grèce seule est libre et civilisée, parce que les Hellènes tiennent à l'Europe par le cœur et à l'Asie par l'intelligence.

---

2. *Politique*, VII, 7, 2-3.

Au risque de simplifier et de faire se chevaucher de longues périodes dont l'interprétation appellerait plus de nuances, retenons que l'Europe comme civilisation a été définie d'abord comme la chrétienté puis comme l'Occident. La première conception est devenue aujourd'hui trop étroite et la seconde trop vaste.

## ***La chrétienté***

Prenons deux dates : 733 et 1464. À ces deux dates, l'Europe se définit et se rassemble parce qu'elle se sent menacée.

À propos de la bataille de Poitiers, un chroniqueur (l'Anonyme de Cordoue) <sup>3</sup> parle pour la première fois des *Européens*, qui viennent de différents pays, d'Aquitaine ou de Germanie, qui forment l'armée du maire du Palais, obéissent à un même destin et affrontent un même ennemi englobant des peuples qui vivent au sud des Pyrénées, en Afrique et en Asie Mineure. Avec Charlemagne, l'empire s'est reconstitué, et l'on parle de « l'Europe où règne Charles » et de lui-même comme *Rex, pater Europae*. Mais ce n'est que l'empire d'Occident. Il existe en Orient un autre empire tout aussi chrétien, mais qui disparaîtra avec Byzance. Faisons un bond de sept siècles. Aeneas Sylvius Piccolomini est élevé au pontificat en 1458, sous le nom de Pie II. C'est après la chute de Constantinople (1453) qu'il évoque l'Europe : « Maintenant c'est en Europe même, c'est-à-dire dans notre patrie, dans notre propre maison, dans notre siège, que nous sommes attaqués et tués. » Pour lui, la chrétienté entière et l'Europe sont donc une même chose. À Mantoue, il proposera une nouvelle croisade « pour chasser l'infidèle d'Europe » et il donnera rendez-vous en 1464, à Ancône, aux princes chrétiens. « Qui pourra refuser son concours quand l'Évêque de Rome est prêt à exposer sa propre vie », leur écrit-il. Ne le rejoignirent pourtant qu'une poignée d'aventuriers, confirmant ce qu'il avait prévu dix ans plus tôt : « La chrétienté n'a point de chef auquel tous veulent obéir. Ni au Souverain Pontife ni à l'Empereur, on ne rend leur dû. Il n'est plus de respect ni d'obéissance. Nous regardons le Pape et l'Empereur comme des noms, des fictions. Chaque cité a son roi, chaque maison a son prince. » De ce rendez-vous manqué, il devait mourir de chagrin quelques semaines plus tard, le 14 août 1464. En désignant l'Europe par la triade : chrétienté, Grèce, Italie, ce pape inaugurerait une formule qui se perpétuera. Mais, en l'exprimant, il constatait surtout que cette chrétienté avait perdu sa forme politique propre et agissante, qu'elle persévérerait peut-être, mais divisée, même si on agirait encore en son nom.

Enjambons maintenant cinq siècles d'un coup. Peut-on encore définir l'Europe par la chrétienté ? Il est vrai que les chrétientés non européennes dès l'origine, comme la chrétienté nestorienne et la chrétienté monophysite, n'ont pas prospéré et survivent à peine enfermées dans un univers musulman. La part de la chrétienté orthodoxe

---

3. Reproduit dans Jean-Henri Roy et Jean Deviosse, *La Bataille de Poitiers. Octobre 733*, Paris, Gallimard, 1966.

qui a été soumise à l'Empire ottoman s'en est délivrée à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, et les catholiques romains, les protestants et les orthodoxes coexistent désormais en Europe, proches et séparés à la fois. Mais l'Europe comprend également des non-chrétiens : musulmans sédentaires dans les Balkans, ou immigrés à l'Ouest ; Juifs européens présents dès l'Empire romain ou venus plus tard d'Afrique et d'Orient avec la fin des épisodes coloniaux. Au surplus, l'Europe se définit autant par les Lumières que par le christianisme, qu'on les oppose ou que l'on considère, au contraire, que l'humanisme est d'inspiration chrétienne ou biblique. Enfin, plus de chrétiens aujourd'hui vivent hors d'Europe qu'en Europe (3 sur 4), plus de catholiques romains en Amérique latine que dans la vieille Europe, plus d'anglicans en Afrique qu'en Angleterre.

Si l'idée de chrétienté est devenue trop étroite pour définir l'Europe, l'idée de civilisation occidentale offre un manteau trop large.

### Les religions dans le monde

(en %)

	Part des religions dans le total	Répartition des religions par continents (en%)						TOTAL
		Afrique	Asie	Amérique latine	Amérique du Nord	Europe	Océanie	
Population totale	100	12,9	60,5	8,4	5,1	12,5	0,5	100
Chrétiens	33,7	18,5	15,5	23,3	13,1	28,4	1,2	100
Catholiques	16,9	12,8	9,6	41,7	7,7	27,4	0,9	100
Protestants	7	28,4	11,2	8,6	30	19,7	2	100
Orthodoxes	3,8	11,5	6,4	0,2	2,9	78,6	0,3	100
Anglicans	1,2	39,3	0,9	1,6	9,1	41	8	100
Autres chrétiens	4,9	24,2	52,8	3,7	16,3	2,5	0,5	100
Musulmans	19,4	27,4	69,1	0,1	0,5	2,8	0,03	100
Non religieux	15,3	0,4	84,9	1,8	2,4	10,2	0,3	100
Hindous	13,7	0,3	99,2	0,1	0,2	0,2	0,04	100
Bouddhistes	5,6	0,01	99	0,2	0,3	0,5	0,1	100
Athées	3,8	0,2	79	1,4	0,8	18,4	0,3	100
Religions populaires chinoises	3,8	0,01	99,9	0,03	0,05	0,1	0,01	100
Nouveaux religieux	1,8	0,02	97,5	0,9	0,8	0,8	0,01	100
Religions tribales	1,8	68,2	29,5	1	0,04	1,1	0,1	100
Sikhs	0,3	0,2	94,7	0,05	2,5	2,5	0,04	100
Juifs	0,2	1,2	30,7	7,8	42,1	17,5	0,7	100
Spiritistes	0,2	0,05	10,9	85,8	3,1	0,2	0,01	100
Bahais	0,1	30	50,4	11,3	5,6	1,5	1,2	100
Confucéens	0,1	0,02	99,3	0,1	0,5	0,1	0,02	100
Jains	0,1	1,2	98,3	0,1	0,1	0,3	0,02	100
Shintoïstes	0,05		99,8	0,03	0,1	0,03	0,03	100
Autres religions	0,03	4,6	5,1	9,7	54,9	23,1	2,6	100

Source: calculé d'après *Encyclopaedia Britannica. Britannia Book of the Year*, 1997.

## ***L'Occident***

La notion d'Occident pour désigner l'Europe est la résultante d'un double mouvement : d'attrition d'un côté, d'expansion de l'autre.

On a d'abord parlé d'Occident lorsque l'Europe, du fait de la conquête ottomane, s'est réduite à sa partie occidentale et que la partie orientale et orthodoxe s'est trouvée, pour une part, occupée et, pour une autre part, réduite à une Russie trop lointaine, trop différente et trop retardée pour jouer un grand rôle. Puis il s'est produit un grand mouvement d'européanisation, à travers l'océan, vers les Amériques et on a continué à parler d'Occident. L'Europe a élargi son aire pour inclure l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, et plus loin encore, plus tard, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Cet élargissement à un espace, par commodité, ainsi appelé l'Occident, s'est accompagné, à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la domination complète du monde par les Européens. Cette emprise devait durer jusqu'en 1914. La technique a rendu l'Europe maîtresse de l'univers, économiquement et militairement. Tout a commencé lorsque l'Angleterre découvre, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'avec très peu d'hommes et une flotte, elle pouvait se rendre maîtresse d'un continent, l'Inde, infiniment plus peuplé qu'elle. À peu près au même moment, la machine de Watt inaugure une révolution qui va progressivement abolir les distances géographiques et creuser les écarts de productivité. En revenu par tête, peu de chose au XVII<sup>e</sup> siècle sépare encore l'Occident de l'Orient. Avec le progrès technique (et avec celui de l'organisation sociale), l'Europe va s'enrichir relativement dans des proportions jamais atteintes auparavant et dominer militairement le reste du monde. De cette domination, la conquête de Pékin, au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, est l'apogée symbolique.

En même temps que, dans l'ordre de la richesse et de la puissance, elle s'affranchissait du nombre, elle connaissait une expansion démographique exceptionnelle. Si 1900 est le point de puissance mondiale le plus élevé atteint dans son histoire, c'est aussi celui où elle est relativement le plus peuplée. Considérons le tableau ci-après. L'Europe représente plus de 25 % de la population mondiale en 1900.

La guerre de 1914 et tout ce qui suit ne réduiront pas la place de l'Occident dans le monde mais celle de l'Europe dans l'Occident.

En 2025, la même Europe ne représentera que 10 % de l'humanité. Mais si on additionne les Européens d'Europe et les Européens hors d'Europe, on obtient presque le quart de la population mondiale, comme si la part de l'Europe, en termes de civilisation, restait à peu près constante.

*Les perspectives démographiques de l'Europe*

	1800	1900	2002	2025	Superficie Milliers de km <sup>2</sup>
<b>Monde</b> (millions)	900	1625	6215	7859	130137
	(en pourcentage de la population mondiale)				
<b>Europe</b>					
L'Union européenne (à 15)	12,34	13,32	6,1	5	3134
L'UE-15 plus la Suisse, la	14,74	16,31	7,4	5,9	4 002
Norvège, la Pologne, la Répu		17,85	8,4	6,8	5084
blique tchèque <sup>1</sup> , la Slovaquie <sup>1</sup> et	16	25,51	12,9		26865
la Hongrie				10,3	
Europe (sans la Russie d'Europe	21				
et d'Asie <sup>2</sup> et, depuis 1997, les					
États successeurs de celle-ci)					
Europe (y compris la Russie					
d'Europe et d'Asie <sup>2</sup> et, depuis					
1997, les États successeurs de					
celle-ci)					
<b>Civilisation européenne hors</b>					
<b>d'Europe</b>					
États-Unis	0,67	4,68	4,6	4,4	9159
Canada	0,06	0,32	0,5	0,5	9221
Amérique latine <sup>3</sup>	1,96	4,07	8,5	8,9	19469
Australie-Nouvelle-Zélande	0,04	0,28	0,4	0,4	7912
<b>Nations européennes</b>					
France	3,22	2,52	1	0,8	550
Îles Britanniques (dont	1,78	2,58	1	0,9	311
l'Irlande entière)					
Allemagne <sup>4</sup>	2	2,65	1,3	1	349
Russie d'Europe et d'Asie <sup>2</sup>	5	7,66	4,5	3,6	21781
Russie d'Europe <sup>2</sup>	4	6,15	3,4	2,5	17806
Fédération de Russie			2,3	1,6	16889
<b>Monde musulman<sup>5</sup></b>	9,66	9,76	16,3	18,9	23845,3
Afrique du Nord <sup>6</sup>	1,64	1,74	2,9	3,2	8381
En Afrique subsaharienne <sup>7</sup>	0,63	0,43	1,1	1,7	5944
Moyen-Orient <sup>8</sup>	2,94	2,48	4,3	5,1	6788
dont Turquie <sup>9</sup> En Asie <sup>10</sup>	1,06	0,86	1,1	1,1	770
	4,44	5,11	8	8,9	2732,3
<b>Afrique subsaharienne</b>	6,13	4,93	11,2	13,8	21261
<b>Asie</b>	66,37	57,21	56	55	23984
Russie d'Asie <sup>2</sup>	1	1,51	1,1	1,1	3975
Asie centrale <sup>11</sup>	21,19	17,82	22,1	23,5	4123
dont Inde		14,58	16,9	17,3	2973
Extrême-Orient <sup>12</sup>	44,18	37,89	32,9	30,5	15886
dont Chine <sup>13</sup>	36,67	29,23	21,1	18,9	9363
dont Japon	3,11	2,77	2	1,5	377
<p>1. Tchécoslovaquie reconstituée, en 1800 et en 1900, sur les frontières actuelles. De même pour les autres pays d'Europe.</p> <p>2. La Russie d'Europe comprend aujourd'hui l'Arménie, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie, la Fédération de Russie et l'Ukraine. En 1800 et en 1900, les États baltes sont également inclus dans la Russie d'Europe. La Russie d'Asie comprend aujourd'hui l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan.</p> <p>3. Comprend les pays d'Amérique centrale (y compris le Mexique), d'Amérique du Sud et des Caraïbes.</p> <p>4. Dans les frontières de l'Allemagne réunifiée actuelle.</p> <p>5. En Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Voir notes ci-dessous.</p>					

6. Inclut le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Sahara occidental et le Soudan.
  7. Inclut la Somalie, le Niger, le Mali, le Sénégal, la Guinée, le Tchad, la Sierra Leone, la Mauritanie, la Gambie, Djibouti, et les Comores. Ne comprend en 1800 et en 1900 que la Somalie, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad.
  8. Inclut l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, la Cisjordanie, les Émirats Arabes Unis, Gaza, l'Irak, l'Iran, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, la Syrie, la Turquie et le Yemen.
  9. Dans les frontières actuelles.
  10. Inclut l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh, les Maldives et Brunei. Les deux derniers ne sont pas compris en 1800 et en 1900.
  11. Inclut le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka.
  12. Inclut la Birmanie, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Vietnam, la Chine, Hong Kong, les Corées, le Japon, Macau, la Mongolie et Taïwan.
  13. Comprenant Taïwan, le Tibet et le Turkestan chinois.
- Sources: Calculs à partir de Colin Mc Evedy, Richard Jones, *Atlas of World Population History*, 1989; Population Reference Bureau, *Population Bulletin*, 2003.

La puissance s'est déplacée de l'Europe vers les États-Unis d'Amérique qui deviennent le centre économique, politique, militaire, et, à un moindre degré, culturel de ce que l'on peut toujours appeler la civilisation occidentale.

De cette civilisation, l'Europe reste la source, l'un des foyers principaux, une partie presque aussi riche que les États-Unis (mais moins riche environ d'un cinquième par habitant). Tout entière, l'Europe d'aujourd'hui regroupe la moitié des Européens au sens large, parmi lesquels on doit compter les Européens d'Europe et les Européens hors d'Europe, les Européens des Amériques et des îles australes.

De cette civilisation, dont l'Europe n'est plus qu'une partie, on a tracé le portrait philosophique. Voici la page des *Cahiers* de Valéry écrite en 1921.

*Définition de l'Europe*

Europe - déf[inition] - Ensemble des gens romanisés baptisés -  
ou judaïsés  
grécisés

Rome Christianisme      Hellas  
Droit pur *Âme*      Logos      l'Action - le  
(chose européenne)      (chose européenne)      Logique      degré de  
Form[alisme]      précision  
égypt[ienne]      *L'argent ?*

*La Forme*      Raison      Le

fact - le fait  
(chose euro-  
péenne)      Le « *vrai* »  
Moïse  
S. Paul

Partout où Virgile, Euclide, Gaius, Aristote et Christ.  
Catholicité *Égalité*  
Initiative

L'Europe commence aux Croisades.  
L'Islam.  
L'Inde ou l'impureté - la confusion

Paul Valéry, *Cahiers*, 1921-1922, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », t. II, p. 1463

Pour le lire, il faut croiser les lignes et les colonnes. La Forme est donnée par Rome ; l'Âme par le christianisme ; la Raison par la Grèce. La synthèse produit l'action, l'argent, le vrai. Les Européens sont donc des gens romanisés, baptisés, judaïsés et grécisés.

Peut-être doit-on se garder des généalogies philosophiques inspirées par Pie II et explicitées par Paul Valéry. Comme Jacques Delors avait déclaré, en décembre 1989 à Strasbourg, que « l'Europe était un produit du christianisme, du droit romain et de l'humanisme grec », sa déclaration provoqua la colère des dirigeants turcs qui, depuis, vont répétant que l'Europe veut refuser la Turquie car elle se considère comme « un club chrétien ».

D'ailleurs ainsi définie, cette Europe ne vient pas seulement d'Europe mais aussi du Moyen-Orient, par le judaïsme, et d'Asie Mineure par la science grecque. Au surplus, elle s'étend désormais bien au-delà de l'Europe géographique. En définitive, l'apparente simplicité des origines s'oppose au mystère de la destination, celui de la nature de la civilisation universelle que l'on peut, sans doute par européocentrisme, découvrir dans l'europanisation des cultures du monde, dans la démocratie, dans le droit international, dans le marché mondial et dans l'universalité des sciences et des techniques.

### ***Retour à la politique***

Si le mystère de la civilisation universelle nous dépasse, les conséquences politiques nous concernent. La question centrale est de savoir quelle forme donner, dans le monde tel qu'il est, à l'Europe. On peut considérer que les nations anciennes restent à la mesure de la politique mondiale. Si l'on retient une forme politique plus large que les anciennes nations, elle ne pourra, purement et simplement, se confondre avec l'ensemble occidental. Il est trop vaste géographiquement et trop divers. Si on écarte donc la division ancienne en nations souveraines et l'ensemble occidental, reste l'Europe unie.

Elle s'est progressivement constituée en cinquante ans, mais elle ne constitue pas une puissance comme les États-Unis, et à un degré moindre, ne veut pas l'être, comme la Russie ou comme la Chine. En effet, les nations européennes vivent en paix et se sont organisées économiquement mais elles ne constituent pas, pour l'instant, une unité politique réelle.

Si l'on pense que la démographie, la géographie, l'identité historique et culturelle et la singularité relative de l'Europe lui commandent politiquement de s'unir, on doit admettre qu'elle est désormais parvenue à un point décisif de cette évolution et que la question des limites jouera un rôle central. Ce moment décisif peut être circonscrit en trois questions.

La première est simple à formuler. Elle l'a été excellemment par quelqu'un qui ne croit pas - et qui, à certains égards, ne souhaite sans doute pas - que nous parvenions à transformer un espace économique organisé en puissance politique. Il s'agit d'Henry Kissinger 4 qui pose ainsi le problème :

« Les nations européennes du XIX<sup>e</sup> siècle étaient fondées sur une langue et une culture communes. Pour la technique du temps, elles offraient un cadre idéal pour la sécurité, la croissance économique, ainsi que pour influencer les événements internationaux. Dans le monde d'après la guerre froide, les États-nations européens traditionnels - c'est-à-dire les pays qui jusqu'à la première guerre mondiale formèrent le concert européen - manquent des ressources qui leur permettraient de jouer un rôle mondial. Le succès de leur effort en vue de se renforcer eux-mêmes au sein de l'Union européenne déterminera leur influence future. Unie, l'Europe persistera comme une grande puissance : divisée en États nationaux, elle glissera à un statut secondaire. »

La deuxième question concerne les institutions. Quelles institutions sont nécessaires pour transformer l'Europe en une entité politique sans faire disparaître la diversité des nations ? Question difficile car la menace extérieure n'est plus suffisante pour fédérer, et l'hétérogénéité historique et étatique reste trop grande, trop persistante pour faciliter l'unification. C'est le problème qu'il faut résoudre pour répondre à la première question.

La troisième question concerne bien le problème des limites. La guerre froide avait déterminé les frontières de l'Europe. Elle s'étendait jusqu'au rideau de fer. La fin de la guerre froide a effacé ce repère. L'Europe ne sait plus où elle s'arrête. Or, il est important qu'elle le sache pour répondre aux deux questions précédentes et pour se donner la vertu patriotique nécessaire.

### ***Indétermination***

Au sud, la frontière entre l'Europe et l'Asie a été définie par les navigateurs grecs. De la mer Égée, elle passe par les Dardanelles, par la mer de Marmara, par le Bosphore, par la mer Noire, par le détroit de Kertch jusqu'à la mer d'Azov. À ce point, elle devient difficile à tracer. Déjà, cette frontière maritime est sans signification pour les nomades de l'Eurasie et pour les paysans sédentaires qui vivent de part et d'autre. Au-delà de la ligne maritime, faut-il remonter le Don, comme le suggérerait Hérodote, pour séparer l'Europe de l'Asie ou s'en tenir à la ligne de partage des eaux dans l'Oural comme le prétendent les géographes du XIX<sup>e</sup> siècle ?

Ce sont là des conventions géographiques sans portée historique ou politique. Comme l'a dit Toynbee, les expressions « Russie d'Europe », « Russie d'Asie », sont purement arbitraires.

Pour les Portugais et les Castillans du XVI<sup>e</sup> siècle, la distinction entre l'Europe et l'Asie est également maritime. L'Europe est un ensemble déterminé par une chaîne de ports qui vont de Cadix à Helsingborg et l'Asie, rejointe en contournant l'Afrique, va de Mascate à Nagasaki en passant par l'île d'Ormuz et Canton.

---

4. Henry Kissinger, *Diplomacy*, New York, Simon and Schuster, 1994, p. 807.

Dans l'une et l'autre épure, la question de l'Est n'est pas tranchée. Les géographes et les navigateurs sont ici sans utilité. Jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle, on ne plaçait pas la Russie en Europe. George Tuberville, l'ambassadeur d'Elizabeth d'Angleterre à Moscou, ajoute pour l'en exclure : « Ce pays est trop froid et ses habitants empreints de bestialité. » Victor Hugo, lui, ne place la Russie ni en Europe, ni en Asie : « La Russie est mauvaise à l'Europe et bonne à l'Asie. Pour nous elle est obscure, pour l'Asie elle est lumineuse ; pour nous elle est barbare, pour l'Asie elle est chrétienne 5. »

On pourrait gloser indéfiniment sur l'indétermination de l'Europe à l'Est. On a opposé l'Europe proprement dite (catholique et protestante) à l'Europe orthodoxe. Au sein de celle-ci, on a distingué, pour la tenir à part, toute la partie des Balkans qui fut soumise à l'Empire ottoman et à qui cette séparation - ou ce joug passé - donne une histoire et une situation singulières. Le communisme, d'une certaine façon, a replacé la Russie dans l'orbite du despotisme oriental, étranger à l'Europe, effaçant l'occidentalisation de la Russie au xviii<sup>e</sup> siècle et au xix<sup>e</sup> siècle.

La formule du général de Gaulle sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », à son tour, a relativisé la coupure politique et idéologique. Empruntée aux géographes du xix<sup>e</sup> siècle, elle exprime une finalité politique que Georges Pompidou a commentée ainsi devant Alain Peyrefitte. « Cette formule nie la coupure de l'Europe en deux. Elle nie Yalta, dont de Gaulle rend Roosevelt responsable. Elle nie l'existence de l'Union soviétique, comme si les réalités ethniques étaient les seules qui durent, les constructions politiques étant éphémères 6. » Selon Georges-Henri Soutou, la formule gaulliste entend même laisser ouverte la question des frontières entre la Russie et la Chine.

Ajoutons que la formule du général de Gaulle réfute aussi celle d'André Malraux, qui étendait l'Europe jusqu'à l'Amérique (il parlait de « civilisation atlantique »), et qu'en coupant la Russie en deux, elle souligne le vide démographique de la Sibérie par rapport à la Chine.

La confusion persiste. Les États-Unis se présentent et agissent comme une puissance européenne. Ils conservent des troupes en Europe et, à leurs yeux, la zone qui s'étend de Vladivostok à Vancouver constitue un ensemble politique. Pour l'historien polonais Geremek, l'Ukraine a vocation à rejoindre l'Union européenne. Pour Primakov, l'ancien ministre russe des Affaires étrangères, la Russie pourrait être candidate à l'Union européenne. Pour le roi du Maroc, son pays également. La Turquie a depuis longtemps posé sa candidature.

De même, selon les problématiques que l'on prend en compte, la délimitation de l'Europe sera différente. On peut la considérer en terme de stabilité : c'est l'OSCE qui s'impose alors. En terme de droits de l'homme : c'est le Conseil de l'Europe. En terme de sécurité : elle fait partie de l'OTAN, qui elle-même s'élargit. Les frontières de chacun

---

5. Victor Hugo, *Le Rhin*, 1841, *in fine*. Pierre Drieu la Rochelle, qui, à la fin de sa vie, épousera la cause bolchevique après celle du national-socialisme, écrira, lui : « Les Russes sont des Européens, mais des Européens qui habitent un autre continent. Comme les Américains. » (*Journal 1939-1945*, Paris, Gallimard, 1992, p. 437.)

6. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, De Fallois-Fayard, 1994-2000, II, p. 26.

de ces ensembles sont distinctes et ne se recoupent pas. Mais tenons-nous-en à l'Union européenne, considérée à la fois comme une puissance potentielle, comme un espace économique organisé et protégé et comme une union monétaire.

### ***Les frontières de l'Union***

Quelles devraient être et quelles pourraient être les frontières de l'Union ? Au départ, il existait cinq difficultés dont une, au moins, est résolue ! À partir du moment où la Finlande a fait partie de l'Union, les pays Baltes devaient y adhérer sans grande difficulté. Les réticences russes n'ont finalement joué aucun rôle.

Pour les Balkans, c'est une question de temps. La Slovénie adhèrera rapidement. Les autres suivront dans un avenir plus lointain y compris des pays en majorité musulmans comme l'Albanie ou la Bosnie, ou partiellement musulmans comme la Macédoine. Le fait doit être souligné pour répondre à la fois à ceux qui voudraient faire du christianisme des populations le critère exclusif de l'adhésion, et aux partisans de l'entrée de la Turquie qui redoutent que ce seul critère suffise à l'exclure. Puisque la Grèce appartient à l'Union, la zone balkanique entière, à cause de ses entremêlements, de sa situation, de sa dimension, de son peuplement, constituera tout naturellement le grand sud de l'Union. Les Ottomans s'en sont retirés. Des traces de l'occupation turque persistent. Mais l'histoire et la politique se rejoignent et, accompagnées de patience, justifient l'élargissement de l'Europe aux Balkans.

### ***La question turque***

En admettant, donc, comme résolue la question balte et en voie de résolution la question balkanique, venons-en à la question la plus difficile, celle de la Turquie. Elle est candidate depuis près de quarante ans. Le premier problème qui s'est posé en 1963 et 1964 était géographique. L'article 237 du traité de Rome stipulait que : « Tout État européen peut demander à devenir membre de la Communauté. » Le traité de Maastricht reprend cette disposition en remplaçant Communauté par Union. On a, à l'origine, interprété cette règle en définissant un État européen comme un État « dont la plus grande partie du territoire est située sur le territoire européen ». Si l'on s'en tient à cette interprétation pour qu'un État, n'appartenant pas à l'aire géographique européenne, soit admis, il faudrait soit réviser les traités en ce sens, soit admettre que le traité pourrait être implicitement modifié avec l'accord de tous 7.

Bien que la Turquie n'ait en Europe que 2,6 % de son territoire, la qualité d'État européen lui a été reconnu, par l'accord de 1964 qui envisage explicitement l'éventualité d'une adhésion. En revanche, cette qualité a été déniée au Maroc et a conduit au rejet de sa candidature.

L'accord d'association de 1964 dont rien ne prouve la conformité aux traités a certainement été influencé par le fait que la Turquie avait

---

7. Pour les rédacteurs des traités de l'OTAN, la Turquie n'est pas en Europe. L'article 6 du Pacte atlantique parle de l'Europe. Quand en 1951 la Turquie rejoint l'OTAN, on précise (article 2 du protocole de Londres du 22 octobre 1951) que le traité s'applique désormais au « territoire de la Turquie » bien distingué de celui de l'Europe.

été admise au Conseil de l'Europe, qu'elle était devenue membre de l'OTAN et surtout que les États-Unis considéraient que l'appartenance à cette organisation devait rendre automatique l'adhésion à la Communauté européenne.

Depuis la candidature turque a persisté. Elle a été remise en question par les Européens puis ajournée, puis reprise et sera à nouveau examinée en 2005. Pour l'instant, l'Union européenne met quatre conditions à l'admission de ce pays.

D'abord une condition géographique, avec l'incertitude indiquée aussi bien sur les limites géographiques de l'Europe que sur la façon dont on doit interpréter les clauses géographiques des traités. Deux conditions politiques ensuite : le pays candidat doit être une démocratie et respecter les droits de l'homme ; il doit aussi accepter les traités tels qu'ils sont. Une condition économique enfin : le pays doit avoir une économie de marché capable de s'intégrer à l'Union, obéissant en quelque sorte aux règles économiques et monétaires y prévalant.

On mesure facilement l'ambiguïté de ces normes. Si la condition géographique (et ce qu'elle recouvre) n'est pas stricte, les limites de l'Europe, définies seulement par la démocratie et le capitalisme, deviennent indéterminables. Cette ambiguïté apparaît clairement dans une réponse faite par la Commission européenne en 1992.

Interrogée sur la notion d'État européen, elle a déclaré : « Cette notion associe des éléments géographiques, historiques et culturels qui tous contribuent à forger l'identité européenne <sup>8</sup> », et elle conclut qu'il est néanmoins impossible de fixer des limites à l'Union européenne. Le problème est donc bien politique et politique exclusivement.

Pour admettre la Turquie, on invoque trois arguments. Le premier consiste à dire que cette longue période d'attente vaut promesse et qu'il faut tenir ses promesses. Ce qui revient à considérer qu'il est trop tard pour s'y opposer. Cet argument ne vaut qu'en fonction de l'intérêt qu'on reconnaît, du point de vue de l'Europe, à l'acceptation ou au refus de la candidature turque. Si on considère qu'il n'est pas de l'intérêt de l'Europe d'accepter la Turquie, il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Le deuxième argument repose sur l'idée que l'Europe ne devrait pas être « un club chrétien ». C'est un fait que l'Europe s'est définie elle-même par l'héritage gréco-romain et par le christianisme et que, si l'on retient cette définition, cela exclut la Turquie. Mais la Russie est chrétienne et elle s'est considérée comme l'héritière de l'Empire romain. Il y a pourtant autant de raisons de considérer qu'elle ne peut appartenir à l'Union européenne qu'il y en a pour ne pas admettre la Turquie. La religion n'est pas le critère pertinent, d'autant que des pays peuplés en majorité de musulmans, comme la Bosnie ou l'Albanie, devront un jour appartenir à l'Union européenne, et qu'une importante population musulmane immigrée réside désormais en Europe et s'y intègre progressivement tant du point de vue des nationalités que de celui de la citoyenneté européenne.

Le troisième argument tient à la Turquie et non plus à l'Europe. L'islamisme modéré qui règne à Ankara risquerait de devenir radical si

---

8. *Bulletin CE/S/3.1992.*

l'on n'obtempérait pas à la revendication turque. Plus généralement encore, on avance que l'intégration de la Turquie faciliterait l'occidentalisation du monde islamique en constituant en quelque sorte les prémisses d'un élargissement plus grand de l'Europe vers le Moyen-Orient. Dans cet argument, il y a une part de chantage et une part de rêve. Et dans ce chantage comme dans ce rêve, il y a une part de vérité politique. En faisant, dans une première étape, serpenter la frontière de l'Europe à l'intérieur du Kurdistan et aux confins de la Perse et de la Mésopotamie, on souhaite régler le problème historique de l'évolution des régimes des pays musulmans et celui des rapports entre l'Occident et l'Islam.

Jusqu'à présent, pour des raisons de conjoncture ou de circonstance, qui dissimulent le malaise que crée cette question (d'autant que, dans les sondages, la candidature de la Turquie n'est pas favorablement accueillie par les Européens), l'accord définitif a été renvoyé aux calendes grecques. Comme a dit un diplomate : « On peut reconnaître à la Turquie une vocation à entrer dans l'Europe à condition qu'elle prenne l'engagement de ne jamais le faire. » On invoque alors des faits incontestables. La question kurde n'est pas réglée. Le rôle de l'armée reste prépondérant dans les institutions turques. Les relations dans l'île de Chypre entre Turcs et Grecs ne sont pas satisfaisantes.

On avance aussi que la Turquie moderne résistera mal à l'introduction à marche forcée de deux caractères majeurs de l'Europe contemporaine : les droits de l'homme et la stabilité monétaire. Sans inflation, l'économie turque s'adaptera difficilement. Avec les droits de l'homme, la revendication kurde fera voler en éclats l'unité du pays.

On invoque, enfin et surtout, la démographie. Selon la dimension définitive de l'Union, la Turquie représentera entre un quart et un sixième de la population totale interne. La partie la moins désirée deviendrait ainsi la plus importante de l'Union.

À ces arguments, les partisans de l'entrée de la Turquie rétorquent qu'ils ne servent qu'à lester le reproche de l'altérité historique, auquel on penserait toujours mais qu'on n'oserait jamais dire. En effet, l'étrangeté de la Turquie par rapport à l'Europe n'est pas niable. Pourquoi l'Europe devrait-elle être le seul corps politique dénué d'identité ? Une entité politique peut-elle se construire sans racine historique ? Peut-être, dans la mesure où le mouvement démocratique se donne pour horizon une expansion infinie de ses limites et procède par un effacement constant du passé, justifiant la formule de Cocteau : « Sait-on si nos frontières ont un sens chez les morts ? »

Mais comme toujours, la prudence doit prévaloir. Si les peuples d'Europe restent réticents à cet élargissement, il serait imprudent, malgré les pressions américaines, de ne pas tenir compte de leurs sentiments ou de ne pas les consulter franchement. Au surplus, si la Turquie devient membre à part entière de l'Union, au nom de quels principes écarterait-on la Russie, ou encore les États du Maghreb, dont un ministre des Affaires étrangères de Roumanie soulignait la vocation européenne en invoquant la figure de saint Augustin ?

## ***La nature de l'Europe***

Les deux autres questions difficiles concernent la Russie et l'Ukraine. Si l'Union européenne s'étend jusqu'à Vladivostok, elle change de nature et les perspectives politiques sur lesquelles a reposé sa construction, du côté des Européens de l'Ouest, sont totalement remises en cause. En fait, la dimension, l'histoire, la position de la Russie évitent que le problème se pose pour l'instant. Essentiellement parce que la Russie se pense comme une puissance mondiale et entend le demeurer.

La question de l'Ukraine reste plus délicate. Elle est partagée religieusement entre uniates et orthodoxes. Elle est en partie peuplée de Russes. Une portion de son territoire, la Crimée, est russe par l'histoire et le peuplement. Elle est proche de la Russie par la langue, par les origines et par l'économie. Mais elle pourrait cependant devenir européenne. Rien n'interdirait son adhésion à l'Union. L'Union, elle, ne peut ni la revendiquer ni la rejeter. La Russie n'y sera certainement pas favorable. Que pèsera cette défaveur dans le choix des Ukrainiens ? La seule chose que nous puissions dire, du côté occidental, est que cette défaveur russe ne doit pas alimenter nos propres réticences. Autant pour la Russie et la Turquie, on peut plaider qu'il n'est pas raisonnable d'envisager qu'elles s'intègrent un jour dans l'Union politique de l'Europe, autant en ce qui concerne l'Ukraine, l'expectative amicale peut tenir lieu de politique.

Le problème des frontières et celui du plus large élargissement conduisent inévitablement à poser le problème de la nature de l'Europe. Personne d'ailleurs ne s'y trompe. Ceux qui sont opposés à l'entrée de la Turquie sont les partisans d'une forte intégration politique. Ceux qui y sont favorables sont le plus souvent partisans d'une simple zone économique du libre-échange et d'une faible coopération politique.

Il n'existe en effet que trois solutions : 1) la Pan-Europe qui irait jusqu'au Pacifique et qui comprendrait la Russie, la Turquie et le Caucase ; 2) une Europe avec la Turquie et un faible degré d'intégration politique ; 3) un corps politique réel, c'est-à-dire dans lequel la défense et la politique étrangère seraient intégralement de la compétence de l'Union.

La troisième solution, la plus intense donc, serait nécessairement la moins large, car il n'est pas sûr que les Turcs, les Britanniques ou même les Scandinaves veuillent vraiment y adhérer. Comme les Européens se partagent entre des objectifs contradictoires : l'élargissement indéfini et l'intégration politique, il n'existe qu'un seul moyen de résoudre cette contradiction et d'éviter l'échec. Il faut construire une Confédération large qui n'empêchera pas, à l'intérieur, une Fédération plus étroite.

Tâche extrêmement difficile, non pas qu'elle soit malaisée à définir institutionnellement, mais parce que les pays qui ne veulent pas s'intégrer fortement craignent que les autres ne le fassent. Ils ne font donc rien pour faciliter l'entreprise. De même, ceux qui veulent s'intégrer espèrent toujours convaincre les autres de les rejoindre et répugnent à se distinguer d'eux. Aussi hésitent-ils à aller de l'avant à quelques-uns. Tous, en définitive, favorisent la confusion et la stagnation.

Si Robert Schuman et ses collègues, allemand, italien, néerlandais, belge et luxembourgeois, avaient raisonné de cette façon, l'Union européenne n'aurait pas vu le jour en 1951. Si leurs successeurs sont dépourvus d'imagination, de vision et de détermination, ils ne passeront pas la seule porte qui reste ouverte, et il faudra attendre encore pour que l'Europe politique existe.